REPUBLIQUE DU BURUNDI
PARTI UPRONA
Tél : 22 22 5089
B.P. 1810-BUJUMBURA

DECLARATION DU PARTI UPRONA

L'issue des élections communales du 24 mai 2010 ; les fraudes et irrégularités qui les ont caractérisées sont entrain de mener le Burundi vers une crise dangereuse.

Les événements que le pays est entrain de vivre doivent interpeller tout le monde en commençant par ceux-là qui ont la responsabilité de diriger ce pays.

Ils présentent de graves dangers majeurs :

- le développement des violences qui peuvent remettre en cause la paix, la sécurité et la stabilité du pays ;
- la faillite du système démocratique burundais né des négociations d'Arusha qui était porteur de paix, de réconciliation et de stabilité pour le pays.

Nul ne devrait banaliser les dangers qui menacent la paix en comptant sur l'usage unique de la force. Le Parti UPRONA réitère son soutien aux nombreuses voix qui s'élèvent pour en appeler au dialogue et à la raison.

Par ailleurs, le risque est grand, celui de l'émergence à la faveur des élections, d'une dictature d'un parti-Etat caractérisé par la corruption, la mauvaise gouvernance, la violation des droits de l'homme sous le couvert de la démocratie. Sur ces chapitres, la situation malheureuse que le pays a vécue sous la législature qui s'achève est plus que parlante. Elle est faite de dossiers et crimes jusqu'aujourd'hui impunis et qui risquent de ne pas l'être demain.

Face à tous ces dangers et au risque de blocage qui se profile à l'horizon, le Parti UPRONA formule les propositions suivantes pour sortir de la crise :

Au sujet des élections communales

- La CENI doit rendre disponibles et accessibles les résultats des élections communales et instruire ses démembrements de collaborer à cette tâche ;
- Compte tenu des controverses et malentendus que cela soulève, la CENI doit surseoir au travail de finalisation de la composition des conseils communaux, de répartition des communes et de désignation des bureaux des conseils communaux.

Au sujet des élections présidentielles

- Le Gouvernement doit mettre fin à l'interdiction des réunions et des activités qui frappe les partis politiques de l'opposition et spécialement certains membres de l'ADC-IKIBIRI.
  Tous les partis doivent jouir des droits de réunion et d'expression leur reconnus par la Constitution et les lois spécialement en cette période où ils doivent encadrer leurs militants, exprimer librement leur position par rapport aux élections présidentielles par ailleurs très controversées ;

- Le Gouvernement doit mettre fin au terrorisme, menaces et intimidations exercés sur les citoyens non membres du CNDD-FDD pour les contraindre à participer à la campagne, et à voter suivant le mot d'ordre qui leur sera dicté, celui de voter en faveur du candidat unique, Pierre NKURUNZIZA.

Au sujet des élections législatives et sénatoriales,

Le Parti UPRONA demande à la CENI de :

- Surseoir au dépôt des dossiers de candidature ;
- Créer dans les meilleurs délais un cadre de dialogue entre les différents acteurs impliqués dans le processus électoral en vue de créer des conditions d'assurer la participation de tous et de garantir un suffrage libre et transparent ;
- Ce dialogue devrait être une occasion de réaffirmer l'adhésion aux principes fondataux de notre système démocratique tels que prévus dans la lettre et l'esprit de l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation.
- Les élections devraient être repoussées d'une période à convenir, pour permettre au cadre de dialogue d'aboutir à des bases sécuritaires saines et garantissant l'absence de fraude pour ces consultations électorales si importantes.

Aux institutions concernées

- Envisager les modalités d'élargissement de la composition de la CENI et de certains de ses démembrements en vue de créer plus de confiance dans le processus électoral

Au sujet du climat sécuritaire prévalant dans le pays

Le Parti UPRONA condamne les actes de violence perpétrés ces derniers temps dans plusieurs endroits du pays et qui chaque jour gagnent d'ampleur. Il rappelle au

peuple burundais qui par ailleurs le sait déjà que les voies de la violence n'aboutissent pas. Il invite les Forces de l'Ordre à résister aux sollicitations politiques, à user de tact et à faire preuve de retenue pour ne pas céder à la provocation en ces moments de vives tensions.

Le Parti UPRONA interpelle le Conseil National de la Communication et les autres institutions sur leur grave responsabilité quant à leur silence ou complicité face au danger que représentent les émissions de cette radio pour la paix dans notre pays.

Les uns et les autres devraient garder en mémoire les responsabilités de la tristement célèbre RTLM pour prendre rapidement les mesures qui s'imposent à l'endroit de REMA-FM.

Fait à Bujumbura, le 18 / 06 / 2010,

LE PRESIDENT DU PARTI UPRONA,

Dr.Ir NIYOYANKANA Bonaventure, Député